

Tribune libre

Clés d'exigence d'un bilan du premier mandat d'Ali Bongo Ondimba

Pr Alexis MENGUE M'OYE *

Libreville/Gabon

DES paris dits et non-dits avaient émaillé la campagne présidentielle d'août-septembre 2009 qui comptait, soit souligné au passage, plusieurs candidats contrastant de pittoresque et de crédibilité. Entre ceux qui estimaient que le Gabon n'étant ni un empire ni un royaume ni une dynastie et qu'à ce titre le candidat Ali Bongo n'avait aucune chance de l'emporter, se dénombrèrent les partisans de la rupture avec l'ordre établi par le tandem Léon Mba-Omar Bongo Ondimba qui virent dans le traditionnel malheur que représente tout décès, le signal providentiel tant attendu de la manifestation divine consacrant l'éclosion de leur bonheur, en celui d'Omar. S'y essayèrent les candidats que nous connaissons tous – la complicité avec le régime en cours, la loyauté envers le disparu et la reconnaissance de tant de privilèges engrangés grâce autant à sa munificence, sa magnanimité comme à sa fidélité à l'amitié affichée ne comptant plus – que seul départagea le verdict de septembre 2009.

Après le nivellement des aspérités spontanées propres à tous nos lendemains d'élections, l'Opposition revendiquant la même victoire que le candidat investi quelques jours plus tard, il fallut se mettre au travail. Ali Bongo Ondimba, officiellement reconnu président de la République gabonaise, s'attela aussitôt à la concrétisation du programme de société défendu tout au long de sa campagne. Il s'y était formellement engagé de faire du Gabon un pays émergent au bout de deux mandats de sept ans au moins ; autrement dit, à l'horizon 2025. Pour y arriver, il fallut des mains et des intelligences : plusieurs des collaborateurs privilégiés du défunt s'imposèrent comme des expertises propices à y jouer, encore comme toujours, les premiers rôles.

Quant au nouveau promu aux charges suprêmes, nul ne sau-

rait douter de sa pleine conscience de la tâche que représentait ce nouveau challenge, lui qui déclara en levée de rideau de son projet de société : «En sollicitant vos suffrages aux plus hautes fonctions de l'Etat, je mesure pleinement la charge qui s'y attache. Je prends, d'emblée, l'engagement de vous mobiliser, dans l'unité et la solidarité, pour transformer le Gabon et en faire un pays émergent et prospère, où il fera mieux vivre».

Paroles d'un homme jeune, certes, mais d'expérience(s) : il avait été plusieurs fois ministre de la République, Député à l'Assemblée nationale (j'y ai moi-même siégé avec lui lors de la VIIIe Législature) ; mais surtout, il avait vu son père à l'œuvre, soutenu par plusieurs piliers du régime dont plusieurs aujourd'hui sont listés dans l'adversité ou la fronde. Aussi prescrivit-il son action à la tête de l'Etat comme un condensé de solutions aux principaux fléaux qui minaient et minent toujours notre société. Avec sa victoire, il faut bien convenir que les principaux axes de son projet de redressement du Gabon avaient suffisamment convaincu les Gabonaises et les Gabonais sur son adéquation à leurs attentes. A l'entame de sa mandature, l'Edile de Libreville d'alors ne put se retenir d'exprimer son admiration devant sa ville en mutation : «Jamais je n'ai vu Libreville en tant et autant de chantiers», l'avons-nous entendu s'extasier à cette époque. A titre de rappel, soulignons qu'il avait notamment promis à la Nation d'en préserver le caractère indispensable d'Etat de droit comme préalable à tout processus de développement ou d'émergence ; il entendait, en outre, garantir une meilleure planification des ressources nationales par la concrétisation effective d'une réelle politique de déconcentration et de décentralisation ; il prônait également l'exigence d'une courageuse moralisation de la vie publique par une meilleure gouvernance des affaires publiques, en rupture avec des

pratiques dont la suspension déterminent indéniablement certaines des défections enregistrées ici ou là. Il s'affirmait convaincu que tout cela devait s'accompagner d'une meilleure préservation de notre intégrité territoriale sans oublier de consolider nos rapports avec les pays voisins et amis de tous horizons. Son attention portée sur l'économie du pays a abouti par ailleurs à l'impérieuse exigence de diversifier nos sources de revenus, dont le produit allait bénéficier d'une plus grande rigueur de gestion par des Gabonaises et des Gabonais appelés à plus de pugnacité dans les affaires elles-mêmes jouissant d'infrastructures de soutien propices au développement économique. Ce projet de société, si vaste et si ambitieux, se déployait ainsi en un certain nombre de points saillants dont les principaux reliefs s'illustrent à travers des questions relatives aux Droits de l'Homme, à la qualité de notre santé-éducation-infrastructure, à la consolidation de l'image du pays aux yeux du monde par une diplomatie positivement agressive ...

Sur les Droits de l'Homme, nous devrions nous réjouir de constater qu'au cours du mandat qui s'achève, la quiétude de tous les Gabonais a été garantie, sauf dans les cas normaux d'entraves à la justice traditionnelle, malgré des écarts de langage et comportement, notamment sur le terrain politique. Nul ne peut en effet se prévaloir d'une condamnation pour délit d'opinion sous nos cieux, où la personne, y compris privée, du président de même que sa famille sont cependant si quotidiennement vilipendées et outragées.

Sur le plan de l'amélioration de nos conditions d'existence et de travail, des efforts considérables et nettement perceptibles ont été fournis. Aussi bien en ce qui concerne la route, l'école, la formation professionnelle, la santé, l'aura de notre pays à l'étranger, des preuves et signes d'un rayonnement foisonnent et sont d'ailleurs confirmées par les attentes toujours plus grandes de nos com-

patriotes, tant il est vrai que plus on en a, plus on en veut et plus on en demande.

Sans langue de bois aucune, nous relayons les revalorisations des différentes allocations d'étude, la création de structures nouvelles de formation comme de formations nouvelles, la création de cycles supérieurs dans les établissements locaux pour diminuer les effets et contraintes de l'expatriation de nos jeunes apprenants, l'allègement de nos factures de soins médicaux grâce à la CNAMGS pour tous (sauf bien sûr ceux qui s'en sont abstenus pour se mettre à l'abri du PDG ou de la Franc-maçonnerie : dans ma contrée en effet (sans aucunement être une exception à l'échelle nationale), des esprits malins étaient allés convaincre les populations rurales de ce que les inscriptions pour la CNAMGS masquaient tout simplement les listes de fraudes électorales en faveur du PDG selon les uns, les noms qui vont servir de "cobailles" aux francs-maçons et/ou rosicruciens "buveurs de sang humain" selon les autres).

A cette liste non exhaustive des réalisations du chef de l'Etat peuvent s'ajouter, pêle-mêle : l'augmentation substantielle du pouvoir d'achat des Gabonais grâce à la nouvelle grille de rémunération, le bitumage de plus de km de route en six ans que depuis plusieurs décennies, la livraison de structures hospitalières de dernière génération ... Sur ce dernier plan, il convient d'ailleurs de noter que lors de son élévation à la fonction de Ministre de la Défense – au lieu de s'y prélasser et d'incliner à la nonchalance parce que fils du président en exercice – nous avons déjà, plutôt, enregistré de lui un bon message de son souci du bien-être physique et intellectuel des Gabonais à travers l'édification de l'Hôpital militaire et la création de l'école du Prytanée militaire, dont les prestations, dans les deux cas, dépassent amplement le strict périmètre des corps habillés.

Et c'est là-dessus que me vient en tête une préoccupation lancinante consécutive aux défec-

tions enregistrées ces derniers temps par le camp du pouvoir. Cette préoccupation se décline en moi sous la forme d'un certain nombre d'interrogations. D'abord, face à tout ce qui a été réalisé, qui soutiendrait qu'il faudrait ignorer la récurrence de plusieurs de nos besoins non satisfaits et que certains projets annoncés mais non entamés ou entamés mais non livrés auraient pu soulager ? Ensuite, en termes de devoir de bilan, est-il superfétatoire de mettre en bonne et juste place la responsabilité des différents cadres et haut commis de l'Etat en charge de pans entiers de notre développement, en qui le chef de l'Etat a eu des raisons d'avoir confiance ? Enfin, quel peut être l'impact réel de la rétention d'énergie des démissionnaires, démissionnés et autres déserteurs à leurs désormais anciennes fonctions (sans oublier leurs alliés et ceux éventuellement encore tapis dans l'ombre protectrice de l'anonymat, mus par la malice, l'astuce, la cupidité et la fourberie), où ils ne pouvaient (ou ne peuvent, ne pourraient et ne pourront) suer pour la réussite totale de l'action d'Ali Bongo Ondimba, au risque de mettre en péril leurs propres ambitions respectives aujourd'hui connues ? En d'autres termes, sommes-nous en droit de douter de la capacité de certains candidats déclarés de résoudre les problèmes des Gabonais, lorsque de leurs hautes ou très hautes charges antérieurement occupées ne subsiste aucun souvenir saillant ? Où seraient-ils en effet allés apprendre à gérer le pays, après avoir échoué à assurer positivement leurs services régaliens respectifs ?

A moins qu'ils aient choisi de nuire au bon fonctionnement de l'appareil de l'Etat, pour noircir le bilan du président Ali Bongo Ondimba, afin de donner de l'éclat à leurs actuelles ambitions ...

* *Universitaire, Conseiller politique du président de la République, chef de l'Etat.*

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 17/06/2016	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1254	1USD =	582,866	1 USD	618,791	CAC 40	17/06/2016	4 189,95
		CAD	1,4519	1CAD =	451,792	1 CAD	475,646	DOW JONES	17/06/2016	17 733,10
		JPY	117,3400	1JPY =	5,590	100 JPY	581,316			
		GBP	0,7877	1GBP =	832,750	1 GBP	868,032			
		CHF	1,0818	1CHF =	606,357	100 CHF	63 484,77			
		ZAR	17,1218	1ZAR =	38,311	100 ZAR	3983,90			
		MAD	10,9238	1MAD =	60,048	1MAD	62,44			
		CNY	7,4171	1CNY =	88,438	1CNY	91,09			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
17 Juin 2016: 48,37